



CONGRÈS PSE
2022
RESOLUTION
Berlin, 14-15 octobre 2022

**FAIRE
PREUVE DE
COURAGE** 
POUR L'EUROPE

GUIDER L'EUROPE À TRAVERS LE CHANGEMENT



**FAIRE
PREUVE DE
COURAGE** 
POUR L'EUROPE



L'Europe se retrouve aujourd'hui face à une effroyable guerre que nous ne pensions jamais plus devoir vivre sur notre continent. Comme des millions de citoyens européens, nous avons exprimé notre solidarité avec le peuple d'Ukraine et nous continuerons à nous opposer à l'agression russe par tous les moyens. **La solidarité avec le peuple ukrainien est l'expression de notre amour pour la liberté, la démocratie et les droits fondamentaux.** Le Parti socialiste européen condamne catégoriquement cette agression illégale, injuste et sans fondement. Il est plus que jamais clair que le monde de liberté et d'égalité auquel nous aspirons ne peut être défendu et promu qu'à travers une Union européenne forte, juste et unie, au service de toutes et de tous. Il apparaît clairement aussi que la guerre a un impact sur notre vie quotidienne : l'augmentation des prix de l'alimentation et de l'énergie, les chaînes logistiques interrompues ne sont que quelques exemples des nombreux problèmes qui en découlent. Nous devons mettre fin aux inégalités et faire en sorte que les plus démunis ne paient pas le prix le plus élevé de cette crise. **L'Europe doit profiter de la dynamique actuelle pour se transformer en une Union qui assure la prospérité de sa population et qui soit en mesure de relever les défis de notre époque, notamment à travers une intégration plus poussée et une coopération accrue.** Les périodes de changements et de difficultés sont des moments qui appellent unité et action résolue.



Lorsque la pandémie de COVID-19 s'est déclarée, nous avons redoublé d'efforts pour protéger les plus vulnérables, pour investir dans les services d'intérêt général et dans des services publics forts et nous avons plaidé pour une relance forte et inclusive. Face à la crise climatique, nous proposons le Pacte vert, pour garantir que la transition écologique se fasse sans délai, d'une manière qui profite à toutes et à tous. Lorsque les droits des femmes sont lésés, nous nous mobilisons pour défendre la pleine égalité des sexes. Lorsque l'État de droit est mis à mal par les gouvernements et représentants politiques de la droite radicale et populiste, nous montons au créneau pour défendre la démocratie et les droits humains. Lorsque les jeunes se voient voler leur avenir, nous luttons pour une garantie pour la jeunesse et des emplois de qualité pour les jeunes. Aujourd'hui, alors que la Russie de Poutine attaque l'Ukraine, nous nous engageons pour le respect du droit international et d'un ordre international fondé sur la règle de droit mais aussi pour l'indépendance de l'Ukraine, pour sa souveraineté et son intégrité territoriale. Nous plaidons en faveur d'un rôle plus fort de l'UE dans les initiatives internationales visant à mettre fin à la guerre d'agression lancée par la Russie et à l'invasion de l'Ukraine et pour la protection des celles et ceux qui fuient la guerre, notamment à travers des mesures qui tiennent compte du genre ; nous appelons à la protection aussi de ceux qui restent dans le pays pour se battre, pour protester ou pour rendre compte de la guerre, à travers l'art ou toute autre forme d'expression culturelle, mais aussi à travers le journalisme. **Sur tous les plus grands dossiers des dernières années, les socialistes et sociaux-démocrates ont été le moteur d'une dynamique progressiste du changement et ils doivent continuer à jouer ce rôle à l'avenir.** Nos opposants conservateurs et libéraux prennent déjà pour cible nos réalisations les plus récentes, sous prétexte qu'un engagement en faveur de politiques climatiques ambitieuses et une préoccupation pour le bien-être de nos sociétés risquent de devenir un fardeau pour notre Union en ces temps de guerre. Nous maintenons fermement notre position face à ces analyses politiques pour le moins obtuses. Seule une Europe pleinement durable et socialement juste pourra s'engager sur la voie de l'autonomie stratégique, si nécessaire dans le contexte géopolitique actuel. Face à la présente crise des prix de l'énergie et pour contrer les conséquences sociales désastreuses qu'elle peut causer, nous appelons à l'adoption d'un **pacte européen pour une énergie abordable et pour la cohésion sociale** afin de protéger les citoyens européens et leur pouvoir d'achat, sur la base des mesures suivantes:

- **Garantir la sécurité énergétique** en recourant à des fournisseurs fiables et abordables, notamment à travers la passation conjointe de marchés.
- **Adapter les politiques énergétiques et les règles applicables aux aides d'État** pour s'assurer que les pays puissent aider directement leurs citoyens et leurs industries en temps de crise tout en autorisant un niveau adéquat de souplesse fiscale pour favoriser les investissements écologiques et numériques, et en assurant, en même temps, la viabilité des finances publiques
- **Revoir et réglementer le marché de l'énergie**, afin que la volatilité et la spéculation soient maîtrisées et que le prix du gaz ne détermine plus le prix de l'électricité, pour faire en sorte que les factures d'énergie puissent effectivement diminuer tandis que nous augmentons la part d'énergies vertes sur les prochaines années.
- Mettre en place, dès que possible cette année, un **cadre européen pour récupérer les bénéfices exceptionnels engrangés sur le marché de l'énergie** et permettre un plafonnement des prix pour garantir la justice sociale et la durabilité fiscale.
- S'appuyer sur le succès avéré du fonds de soutien à l'emploi SURE pour l'adapter et **continuer à soutenir, par ce biais, des millions de travailleurs et de ménages européens** tout en préservant le modèle social européen.
- **Renforcer notre indépendance stratégique à travers des investissements massifs dans les sources d'énergie durables** alternatives, dans l'interconnexion et d'autres infrastructures, mais aussi dans l'innovation, notamment dans le GNL et l'hydrogène, comme le prévoit le Plan REPowerEU. Créer une infrastructure globale européenne de réseau et de stockage, qui permette de fournir de l'énergie à bas prix et de manière fiable aux quatre coins de l'UE.
- Établir une stratégie coordonnée pour promouvoir les économies d'énergie et créer une task-force de coordination européenne pour la sécurité énergétique, promouvant la solidarité entre les États membres.
- Lutter contre la pauvreté énergétique et garantir l'accès ininterrompu à l'énergie pour les ménages les plus vulnérables.

L'un des plus grands défis auxquels l'UE est confrontée pour l'instant est la détérioration constante de l'État de droit et de la démocratie dans certains États membres et la montée de l'extrême-droite. **Les nationalistes, les extrémistes et les populistes ne cessent d'attiser la division. Pour exister, ils jouent sur les peurs des populations, qui sont inquiètes pour leur avenir.** Leur montée au pouvoir a été possible grâce au soutien actif des partis politiques du PPE et de RENEW. Il s'agit d'une erreur politique et historique qui peut miner la démocratie et cette erreur renforce notre détermination à lutter non seulement pour une Europe de respect pour tous les individus mais aussi pour une Europe à la mémoire historique vivante. Le nationalisme et le populisme n'offrent pas de réelle solution aux défis complexes que nos sociétés doivent relever. **En tant que socialistes et démocrates, nous luttons contre le nationalisme et le populisme au niveau des principes mais aussi au niveau des politiques.** Nous ne cesserons jamais d'être les ardents défenseurs d'une UE de la démocratie et de l'État de droit. Nous assistons actuellement à une montée en puissance d'organisations fondamentalistes et de droite transnationales bien financées ; ce phénomène est clairement en lien avec les efforts visant à diviser nos sociétés et à porter atteinte à la vie démocratique mais aussi à remettre en cause les droits des femmes et de la communauté LGBTI au niveau mondial et au sein de l'UE. Nous n'accepterons pas le moindre retour en arrière sur le front des droits des femmes : l'égalité des genres et les droits des femmes ne sont pas négociables et font partie intégrante des droits humains. En tant que tels, ils représentent la base et l'objectif même de l'État de droit au niveau national, européen et international, et ils constituent les indicateurs les plus adéquats de la santé et de la résilience de nos démocraties.

Nos actions sont claires et la confiance que les citoyens continuent à nous témoigner dans les villes, les municipalités, les régions, les pays et au niveau européen en est la plus claire démonstration.

Nous avons prouvé que notre réponse, axée sur une solidarité et une durabilité plus grandes, représente la vraie solution face à l'échec des mesures d'austérité apportées à la crise financière de 2008. Avec tous nos premiers Ministres et les 13 gouvernements européens dans lesquels nous participons, notre famille politique doit profiter de cette dynamique pour mettre en place des politiques qui améliorent la vie de millions d'Européen.ne.s. Nous luttons pour la pleine égalité, pour plus de durabilité et pour une protection sociale et des droits renforcés. Les partis du PSE, ses organisations et ses leaders sont à l'origine du pacte vert, du socle européen des droits sociaux, du plan de relance NextGenerationEU, du fonds de soutien à l'emploi SURE, d'un nouveau pacte sur la migration, du plan d'action en faveur de l'intégration et de l'inclusion, de la stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, de la stratégie en faveur de l'égalité des personnes LGBTI, de la garantie européenne pour l'enfance, de la stratégie relative aux droits des personnes handicapées et du fonds pour une transition juste. Notre famille politique s'assure que le changement s'accompagne d'une plus grande justice. Notre famille politique anticipe les changements et propose des solutions. Notre famille politique promeut la solidarité et la stabilité et ne laisse personne sur le bord de la route. **À travers notre action, nous avons fait en sorte que l'Europe réagisse rapidement pour le bien-être de ses citoyens. Mais nous devons revoir activement son cadre institutionnel pour garantir que l'UE ne se borne pas à réagir face aux crises mais qu'elle soit structurellement prête à les empêcher ou à y répondre fermement et rapidement.** Nous voulons donner aux citoyens confiance en l'avenir car un avenir meilleur est possible. Nous voulons que la prochaine génération jouisse des mêmes droits et de meilleures conditions de vie. Nous continuerons à lutter pour améliorer la vie de chaque Européen.ne et c'est pourquoi nous continuerons à gagner des élections et que nous deviendrons le plus grand parti à l'issue des élections européennes de 2024.

PES

SOCIALISTS &
DEMOCRATS

**FAIRE
PREUVE DE
COURAGE** 
POUR L'EUROPE



Le PSE est en train de construire une Union européenne pour les gens.

Une Europe équipée de l'architecture institutionnelle et des outils appropriés pour réaliser notre ambition commune : une **Union sociale** faite d'emplois de qualité et d'inclusion, une **Union de l'égalité** qui refuse la discrimination et les obstacles structurels, une **Union économique** de la prospérité partagée, de la justice et de la cohésion, une **Union durable** qui ne laisse personne au bord du chemin, une Union de l'énergie abordable et respectueuse de l'environnement, une **Union industrielle** de l'innovation et de la cohésion, une **Union de la santé** pour toutes et tous, une **Union démocratique** des droits et de l'égalité, de la citoyenneté participative, qui promeut les droits humains et les libertés fondamentales partout dans le monde, et enfin, une **Union de la défense** pour la paix et la stabilité. Nous sommes déterminés à prendre toutes les décisions qui s'imposent et à tirer parti de cette dynamique européenne.

I. RESPECT DANS LE MONDE

CHANGER POUR METTRE EN PLACE UN SYSTÈME MULTILATÉRAL BASÉ SUR DES RÈGLES

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine ne représente pas seulement une attaque contre la souveraineté de l'Ukraine ; elle est aussi un assaut contre la paix en Europe et contre les valeurs européennes. En tant qu'Européens et en tant que socialistes et sociaux-démocrates, nous devons être le fer de lance de la réponse à apporter face à cette menace, qui porte atteinte aux fondements mêmes sur lesquels repose notre Union européenne. Notre riposte sera ferme et profondément ancrée sur nos valeurs. Nous exprimons notre soutien au peuple ukrainien. Notre engagement en faveur du droit de l'Ukraine à préserver sa pleine souveraineté dans les frontières reconnues par le droit international n'est plus à démontrer. Nous continuerons à l'appuyer par tous les moyens dont nous disposons, en soutenant ses capacités de défense, en aidant les Ukrainiens qui sont restés chez eux ou qui ont été forcés de fuir à cause de la guerre et de la crise humanitaire qui en a découlé. **Le PSE appelle la communauté internationale à préparer un plan d'assistance et de relance pour l'Ukraine, en vue d'appuyer son économie, ses institutions et ses services publics mais aussi la reconstruction de ses infrastructures détruites.** L'Union européenne doit être la locomotive de cet effort de reconstruction et contribuer à réparer et à remettre en état ce qui a été détruit. Un principe fondamental de l'équilibre mondial a toujours été que les frontières ne se retracent pas par la guerre ou la violence. Le refus réactionnaire de Poutine de reconnaître ce principe n'est rien d'autre qu'une tentative de faire régresser le monde de plusieurs décennies. **Nous continuerons à appuyer les dures sanctions qui ont été prises à l'encontre de la Russie jusqu'à ce que les troupes russes se retirent complètement de l'Ukraine et qu'une juste paix soit rétablie.** Nous insistons sur l'unité de l'UE face à la guerre et ses conséquences. Au-delà de la crise ukrainienne, nous sommes aussi très inquiets de la tournure que prennent les événements en Russie, qui s'enlise

dans un autoritarisme total, attaquant les forces démocratiques, les défenseurs des droits humains et les médias dans le pays et à l'étranger. De plus, nous dénonçons la répression brutale de l'opposition démocratique en Biélorussie et le soutien apporté par la dictature biélorusse à la guerre d'agression de la Russie à l'encontre de l'Ukraine. **Nous sommes prêts à appuyer d'autres régions dans le monde qui souffrent des retombées de cette guerre, notamment pour assurer la sécurité alimentaire mondiale, en particulier pour les populations les plus vulnérables de l'hémisphère Sud.** Nous devons continuer à travailler sur les efforts de communication publique et stratégique pour contrer la désinformation russe et la propagande anti-UE. La crise alimentaire actuelle n'a été causée ni par l'UE ni par les sanctions imposées à la Russie – qui n'interdisent, d'ailleurs pas les importations de produits agricoles ou d'engrais russes, ni les paiements pour ces produits; au contraire, la crise alimentaire a été causée par la guerre lancée et menée par la Russie contre l'Ukraine. L'UE se mobilise plus que tout autre partenaire au monde pour aider les pays touchés à faire face aux conséquences de l'invasion russe. L'UE a alloué une enveloppe de 7,7 milliards d'EUR jusqu'en 2024 uniquement au volet de la sécurité alimentaire et les socialistes et sociaux-démocrates appuieront l'extension de cette aide, en cas de besoin. La crise en Ukraine montre à quel point il est nécessaire de changer notre système alimentaire dans un souci de durabilité. Un moyen efficace de pallier cette urgence consiste à investir dans des systèmes alimentaires résilients du point de vue climatique, en appuyant les petits exploitants agricoles et piscicoles. Nous portons une attention particulière aux régions sensibles du monde, où la famine risque de sévir. En tant qu'Européens, nous sommes fiers de figurer parmi les plus ardents défenseurs de la Cour pénale internationale, en sa qualité d'instance indépendante, qui enquête de manière impartiale sur les crimes de guerre et qui poursuit les individus qui les commettent, au nom de l'État de droit et non au son des armes ; nous sommes aussi partisans d'un tribunal spécial international qui enquête sur les crimes commis durant l'agression russe contre l'Ukraine et qui entame les poursuites judiciaires qui s'imposent.

KILOWATT - HOUR METER

L'Europe a pris des mesures ambitieuses pour réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie et pour trouver des sources alternatives d'énergie. **L'UE doit garantir notre autonomie stratégique, réduire notre dépendance vis-à-vis d'autres pays tout en assurant une fourniture d'énergie propre et accessible à toutes et à tous.** Il s'agit d'un profond changement, aux conséquences tout aussi profondes, mais qui est aussi urgent que nécessaire. **Le pacte vert est fondamental pour les efforts visant à assurer l'autonomie stratégique verte de l'Europe.** De plus, la boussole stratégique, présentée et appuyée par notre famille politique, offre le cadre nécessaire pour renforcer le rôle de l'UE dans le monde, en tant que partenaire plus fiable et défenseur de la sécurité, pour assurer l'autonomie de l'Union et par conséquent aussi, notre capacité à promouvoir nos valeurs fondamentales de démocratie et de droits humains. **Nous appuyons une politique de sécurité et de défense commune plus robuste qui vienne compléter l'OTAN.** Cette politique devrait inclure notamment des mesures concrètes telles que le développement et **l'approvisionnement collaboratifs, les dépenses coordonnées en matière de défense, la lutte contre les attaques hybrides, les cyberattaques et la désinformation, la promotion de la coopération européenne en matière de renseignement mais aussi le renforcement de l'industrie de la défense européenne. La coopération et l'intégration européennes sont cruciales pour mettre conjointement sur pied un cadre européen pour un système de défense aérien. Nous appelons à la création d'un véritable quartier général européen et au développement de la capacité de déploiement rapide européenne d'ici 2025, ainsi qu'à l'établissement à part entière d'un Conseil des ministres de la défense de l'UE, dans le respect des politiques de sécurité et de défense spécifiques de chaque État membre de l'UE.** Nous appuyons l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN et nous soutenons la décision du Danemark de lever son opt-out (clause de non-participation) concernant la politique de sécurité et de défense commune de l'UE.

Ensemble avec nos partenaires internationaux, **nous devons créer une dynamique forte pour restaurer et renforcer le système multilatéral.** Ce système est, en effet, le meilleur cadre que l'humanité ait créé pour promouvoir la paix et la collaboration entre les nations. Nous voulons renforcer la coopération entre l'UE et l'ONU, utiliser et renforcer les ressources de la stratégie « Global Gateway » pour améliorer les relations avec les partenaires qui sont engagés en faveur de la démocratie, de la paix, des droits humains, des libertés fondamentales et de l'État de droit. **Nous appuyons la décision d'octroyer le statut de pays candidat à l'Ukraine et à la Moldavie et de donner une perspective en ce sens aussi à la Géorgie.** L'avenir de ces trois pays est au sein de l'Union européenne et nous voulons que leur adhésion devienne une réalité dès que possible, une fois que tous les critères

auront été remplis, y compris ceux ayant trait à l'État de droit et à la démocratie. Le PSE applaudit tous les efforts et l'implication personnelle du Secrétaire général de l'ONU en vue de trouver une solution au conflit.

Concernant les Balkans, **nous nous félicitons de l'ouverture de négociations avec l'Albanie et la Macédoine du Nord** et demandons instamment que toutes les réformes et les démarches nécessaires soient achevées dès que possible pour permettre la future adhésion de ces deux pays à l'UE. Parallèlement à cela, **nous devons poursuivre les négociations d'adhésion avec le Monténégro et la Serbie,** en insistant sur le respect des valeurs fondamentales. Nous sommes prêts à accorder le statut de pays candidat à la Bosnie-Herzégovine et insistons sur la réalisation de tous les engagements politiques et des réformes nécessaires. **Pour ce qui est du Kosovo, nous insistons sur la libéralisation des visas sans délai.** Comme la Commission européenne et le Parlement européen n'ont cessé de le répéter depuis plusieurs années, toutes les conditions préalables sont réunies. Par ailleurs, nous sommes disposés à appuyer l'approfondissement rapide de l'intégration de la Suisse à la famille européenne sur la base d'un accord-cadre institutionnel qui soit mutuellement bénéfique et qui nous permette d'élargir la coopération à de nouveaux domaines.

L'UE doit renforcer sa souveraineté dans des secteurs critiques tels que l'industrie, la numérisation, la santé, la défense, l'alimentation, les services financiers et l'énergie. Il est essentiel de garantir la souveraineté européenne en nous donnant les moyens de choisir notre propre destinée. L'Europe continuera à être un partenaire international fiable, qui n'aura cessé de promouvoir nos valeurs en matière de développement et de commerce, car nous savons qu'aucun pays ne peut prospérer à lui seul dans le monde d'aujourd'hui. La coopération multilatérale est le fondement de notre action internationale. Nous devons donner l'exemple en adoptant des règles de devoir de vigilance obligatoires en matière de droits humains et d'environnement mais aussi de responsabilité des entreprises, notamment en imposant une interdiction des produits issus du travail forcé ; ces règles doivent être appliquées à toute la chaîne de valeur des entreprises pour les activités dans l'Union et en dehors, sur la base des normes internationales adoptées par l'ONU et l'OCDE. **Dans toutes les instances internationales, nous devons continuer à travailler pour la promotion des Objectifs de Développement Durable de l'ONU et pour le respect de l'Accord de Paris sur le climat.** Nous continuerons à soutenir les partenariats constructifs basés sur une relation d'égal à égal, à appuyer la stabilité, la sécurité et les droits humains, et à défendre l'État de droit et la démocratie dans toutes les régions du monde, notamment en Asie, en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient, dans les pays du



Partenariat oriental, en Amérique latine et aux Caraïbes. **La pandémie de COVID-19 n'est pas terminée et l'UE doit redoubler d'efforts en faveur de la solidarité vaccinale internationale avec les pays du Sud**, continuer à appuyer l'initiative COVAX et contribuer à renforcer les systèmes de soins de santé des pays en développement. L'accord international sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies, qui est en cours de négociation à l'Organisation mondiale de la santé, doit être le catalyseur d'une politique d'investissements soutenus dans la santé publique au niveau mondial. En même temps, **l'UE doit disposer d'une industrie pharmaceutique et du vaccin forte et résiliente**. À cette fin, la Commission européenne doit faciliter la passation volontaire conjointe de marchés pour l'achat de traitements, de matériels et d'équipements en dehors des situations de crise. Ces deux objectifs ne peuvent être entravés par les règles de la concurrence. **Nous voulons créer une stratégie globale européenne pour la santé qui soit efficace sur le long terme**. Vu les conséquences négatives de la pandémie de COVID-19, nous avons besoin plus que jamais d'une réponse sanitaire globale et intégrée à l'échelle mondiale face aux futures crises sanitaires, afin de construire des sociétés résilientes et égales.

Nous plaidons en faveur de relations transatlantiques fortes et constructives avec les États-Unis et appelons à poursuivre notre dialogue sur les questions commerciales, pour définir un programme progressiste commun concernant les normes sociales et environnementales.

Nous poursuivons nos efforts de coopération avec nos partenaires internationaux afin de promouvoir le respect des droits humains et les libertés fondamentales, des règles de commerce internationales justes et le respect des engagements internationaux, notamment au niveau des droits sociaux, de l'égalité hommes-femmes et du changement climatique. Nous condamnons toute action ou occupation qui viole l'intégrité et la souveraineté des nations, quel que soit l'endroit dans le monde, y-compris à Chypre sur notre propre continent. Nous continuerons à maintenir et à renforcer nos relations avec nos partenaires en Amérique latine, avec un programme ambitieux de commerce et d'investissement. S'agissant de notre voisinage immédiat, nous voulons améliorer les relations de l'UE avec les pays voisins de l'Est et du Sud, avec le Proche et le Moyen Orient et avec l'Afrique Nord, mais aussi promouvoir les relations économiques à travers l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale, notamment pour améliorer les conditions de vie dans ces régions et pour contribuer, ce faisant, à pallier sur le long-terme les causes profondes de la migration forcée. Nous voulons également renforcer le partenariat UE-Afrique pour relever les défis communs et rechercher une voie commune qui permette d'accélérer la croissance durable et la transition écologique et numérique mais aussi endiguer les problèmes communs liés notamment à la santé, à la migration, à la sécurité alimentaire et à la sécurité. À cet égard, nous estimons qu'il est de la plus haute importance de conclure l'accord post-Cotonou dès que possible.



CHANGER POUR PROTÉGER LES PERSONNES DANS LE BESOIN

La guerre en Ukraine a amené des millions de personnes à fuir vers l'UE et d'autres pays voisins de l'Ukraine. **Nous sommes fiers de l'engagement continu des Européens à offrir un asile et une protection à celles et ceux qui en ont besoin.** Ce n'est pas la première fois qu'au cours des dernières années, l'UE assiste à un arrivage massif de personnes fuyant la guerre et les persécutions. **Le droit à la protection et à l'asile doit être universel, indépendamment de l'origine ou de toute autre considération.** Les nations européennes et l'UE ont une obligation particulièrement forte et partagée envers les réfugiés provenant de notre propre région européenne, comme en témoigne la réponse de l'UE vis-à-vis des réfugiés ukrainiens. Cela étant, cette même obligation ne peut nous amener à faire montre d'un deux poids, deux mesures dans l'offre d'un asile, d'une protection et d'un traitement humain aux personnes fuyant les conflits et les persécutions, quelles que soient leurs origines. L'unité dont les pays et les citoyens de l'UE ont fait preuve face à la crise ukrainienne et l'activation rapide du mécanisme de protection temporaire sont autant d'éléments qui viennent confirmer que nous avons raison de dire qu'avec des politiques solidaires, nous pouvons faire face même aux plus grandes crises. Une attention particulière doit être portée à la protection des femmes et des enfants, qui représentent la grande majorité des réfugiés déplacés en provenance de l'Ukraine. Tandis que des centaines de milliers de familles déplacées et en situation vulnérable cherchent le moyen de subvenir à leurs besoins loin de leur foyer, les risques de traite des êtres humains, d'exploitation sexuelle, de violence sexospécifique et de conflit en lien avec les violences sexuelles sont énormes. Il est tout aussi vital de garantir

l'accès à l'éducation en général mais aussi à l'enseignement et à la formation professionnels pour celles et ceux qui se trouvent encore en phase d'apprentissage, afin de les aider à vaincre le traumatisme qu'ils ont vécu et à retrouver un semblant de vie normale.

Cette crise doit être un tournant en Europe, qui mette notre continent sur la voie d'une démarche progressiste concernant l'asile et la migration, qui s'applique à tous les réfugiés et à toutes les personnes issues de l'immigration ; qui le pousse à adopter et à mettre en place toutes les politiques pertinentes proposées par notre famille politique. Le moment est venu de conclure rapidement le pacte sur la migration et l'asile, de lutter contre les contrebandiers et les trafiquants à travers la Directive sur la prévention de la traite des êtres humains, en renforçant les responsabilités, le rôle et la transparence de Frontex, et d'adopter une approche européenne de recherche et de sauvetage coordonnée et correctement financée, pour sauver des vies. Nous appuyons également la création de voies légales humanitaires ainsi que la mise en place de régimes ouvrant des possibilités effectives de migration professionnelle. La coopération avec des pays tiers sur un pied d'égalité est essentielle, en particulier pour l'Afrique et l'Amérique latine. Une politique progressiste d'asile et de migration se fonde sur des éléments allant au-delà de l'arrivée de personnes ou de leur pays d'origine. **Nous devons par conséquent mettre en œuvre le plan d'action en faveur de l'intégration et de l'inclusion**, en veillant à porter une attention particulière aux mineurs non accompagnés, aux personnes issues de groupes désavantagés et aux femmes. L'intégration et l'inclusion se produisent avant tout au niveau local, de sorte que nous devons appuyer les autorités régionales et locales pour faire face à ce changement et promouvoir les mesures d'appropriation et d'intégration participatives.

II.

RESPECT DE LA PLANÈTE

CHANGER POUR DES SOCIÉTÉS DURABLES

Il est urgent d'agir pour arrêter la crise climatique. Si cette urgence était évidente avant la guerre, elle l'est encore plus aujourd'hui. Plus personne ne peut contester qu'il est impératif d'assurer une transition vers des sociétés plus écologiques et justes et d'atténuer le changement climatique. Toutefois, la façon de s'y prendre et les conséquences que cette transformation aura sur nos vies quotidiennes relèvent d'un choix politique. En tant que PSE, notre choix vise à **faire en sorte que le pacte vert européen nous amène aussi vite que possible vers un nouveau système économique, industriel et agricole qui ne laisse personne sur le bord de la route et qui garantit que les travailleurs et les plus vulnérables n'aient pas à en payer la facture et à en souffrir les conséquences.** En inscrivant la transition durable dans le cadre du pacte vert, nous pouvons trouver le point de convergence entre la mise en place d'économies dynamiques, la protection de l'environnement et de la qualité de vie, et une Europe véritablement sociale. Le pacte vert permet aux consommateurs de devenir à la fois acteurs et bénéficiaires de la transition écologique. Les comportements et les choix des consommateurs jouent un rôle prépondérant dans la lutte contre le changement climatique et les problèmes environnementaux. Des instruments tels que les initiatives « Empowering Consumers for the Green Transition » (Donner aux consommateurs les moyens

d'agir en faveur de la transition écologique) ou « Right to Repair » (le Droit à la réparation) peuvent nous aider à avancer vers un mode de consommation et de production plus durable. La crise climatique et écologique pourrait enclencher une toute nouvelle spirale d'injustice sociale. Si cette injustice croissante n'est pas contenue, les inégalités ne feront que s'accroître et aggraver encore notre crise sociale, sans que nous ne puissions jamais sortir de ce perpétuel cercle vicieux. **Les progressistes s'engagent à allier progrès écologique et progrès social.**

Au travers des instruments et des initiatives tels que Renovation Wave, le Fonds de transition juste et le Fonds social pour le climat mais aussi grâce à la bonne mise en œuvre des fonds structurels et d'investissement européens et à l'incorporation des investissements et des réformes en matière d'énergie dans la Facilité pour la reprise et la résilience, à travers le programme REPowerEU et NextGenerationEU, nous pouvons appuyer toutes celles et ceux qui sans cela subiraient les effets négatifs de la transition. Ces instruments multiples devraient fonctionner de manière cohérente et devraient être gérés de façon à ne pas créer une complexité accrue sur le terrain pour les autorités de gestion. L'UE se doit d'appuyer les régions, les villes, les régions côtières et rurales dans leurs efforts pour **développer un réseau de transports publics durables et abordables, en envisageant la gratuité de service pour des groupes cibles** comme les jeunes, les personnes âgées et les familles à faible revenu, pour rénover les habitations et en construire de nouvelles qui soient



abordables et durables, pour isoler les maisons plus anciennes et les logements sociaux, et pour s'assurer que chacun en Europe ait accès à l'énergie à un prix accessible. Une action en ce sens est encore plus importante dans le contexte géopolitique actuel, marqué par l'augmentation des prix de l'énergie causée par la guerre en Ukraine. Nous combattons la pauvreté énergétique et **nous luttons pour nous assurer que tous les citoyens aient accès à une énergie abordable.** Par conséquent, nous nous félicitons des mesures concrètes qu'ont adoptées nos gouvernements pour aider les citoyens à traverser cette crise énergétique. Alors que cette dernière se poursuit, il est toutefois impératif que les remèdes à court terme ne créent pas d'incitations contradictoires qui nous enferment dans une utilisation continue des combustibles fossiles et qui récompensent les opérateurs d'infrastructures d'énergie fossile à coup de subventions. La crise actuelle montre clairement que la dynamique inflationniste peut être attribuée au coût et à la volatilité des carburants fossiles plutôt qu'aux mesures de transition vers un système renouvelable et équitable d'approvisionnement en énergie ; nous appelons à des réformes structurelles qui nous permette de réduire les inégalités existantes et de combattre la pauvreté énergétique. Alors que les prix de l'énergie atteignent de nouveaux sommets, **nous devons récupérer les bénéfices exceptionnels engrangés par les compagnies d'énergie pour assurer un partage équitable de l'effort dans nos sociétés. Nous appuierons le pouvoir d'achat des Européen.ne.s. Nous agissons en faveur d'une Union de l'énergie plus forte** et pour l'autonomie énergétique de l'UE, en réduisant notre dépendance vis-à-vis de la Russie à travers le programme REPowerEU, en accélérant le déploiement de sources renouvelables et en investissant dans les interconnexions, en augmentant l'efficacité énergétique et en favorisant les changements structurels pour réduire la demande en énergie et améliorer notre niveau de préparation face à la crise actuelle mais aussi face aux chocs de prix futurs. L'Europe a besoin d'investir globalement dans ses infrastructures de réseau et de stockage, dans un marché intérieur intégré de l'énergie, qui fournisse de l'énergie à un prix abordable et de manière fiable aux quatre coins de l'UE en exploitant les différentes capacités et sources d'énergie de tous les États membres.

Le pacte vert mettra rapidement l'UE sur la voie de la durabilité écologique, étayée par une transition équitable et juste. Il est le garant de cette transition, grâce à des politiques qui émanent de notre famille politique – comme la loi sur le climat ou encore le paquet « Ajustement à l'objectif 55 », des politiques qui favorisent l'économie circulaire, une agriculture plus durable et la fiscalité verte des émissions, des taxes sur le kérosène et les plastiques – et à travers le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, qui vise à lutter contre la fuite de carbone. Le pacte vert ouvrira la voie à des changements fondamentaux et positifs pour nos sociétés. La stratégie d'investissement de l'Europe doit avoir vocation à accélérer la transition vers des mesures qui servent de contrepois aux coûts engagés et qui compensent les efforts consentis afin de faire en sorte que la transition soit socialement juste. Avec le cadre et une mise en œuvre appropriés, la transition verte sera aussi la transition vers une plus grande égalité. Elle exigera de nous que nous soutenions les régions et les territoires qui subissent les effets de la transition et que nous fassions la promotion de solutions à long terme aux endroits qui souffrent du déclin industriel, de la désertification rurale et de la ségrégation urbaine. La question de la justice territoriale est indissociable d'une transition socialement et écologiquement juste. Elle créera aussi davantage d'emplois de meilleure qualité, tirant parti de ces mutations, et garantira de meilleures conditions de santé physique et mentale ainsi que le bien-être des citoyens à travers une plus grande biodiversité, la protection des forêts d'Europe, de l'air, de l'eau, des sols, des océans et des mers, et grâce à une politique agricole commune écologique, juste et sociale. **Nous considérons l'accès à un air propre et à l'eau potable comme des droits humains. Les priorités sociales, économiques et environnementales doivent se renforcer mutuellement et être placées sur un pied d'égalité.** Les Objectifs de Développement Durable reposent d'ailleurs sur ce principe. À cet égard, un changement de perspective est nécessaire pour mieux intégrer les problèmes croissants qui viennent entraver la durabilité du système alimentaire. La PAC devrait permettre de garantir une pleine cohérence des politiques couvrant l'agriculture, l'alimentation, la biodiversité et le climat.

III.

RESPECT DES PERSONNES



CHANGER POUR DES SOCIÉTÉS DU BIEN-ÊTRE

L'éradication de toutes les inégalités restera toujours un objectif central de notre mouvement politique. Nous avons accompli beaucoup de choses tout au long de notre histoire et depuis les dernières élections européennes. Nous voulons à présent redoubler d'efforts pour apporter encore plus de changement positif, plus vite et à un plus grand nombre de personnes encore. **Nous sommes déterminés à créer les conditions nécessaires pour plus de bien-être et plus d'équité.** Nous nous attachons à défendre l'idée d'un équilibre entre vie professionnelle et vie privée qui soit gratifiant et centré sur l'humain pour toutes et tous. Nous devons nous attaquer aux profonds changements intervenant en termes de nature du

travail, en nous fondant sur une approche valorisante, inclusive et qui place la personne en son centre. Les inégalités sociales et de revenu, l'inégalité entre hommes et femmes, les inégalités sur le marché du travail, les inégalités d'accès à des soins de santé de qualité, à l'éducation ou au logement, ou encore la discrimination pour quelque raison que ce soit n'ont tout simplement pas de place dans nos sociétés. Après la pandémie de COVID-19, qui a fortement mis à mal nos économies, la guerre en Ukraine a des conséquences encore plus vastes, auxquelles il faut remédier. **Il est temps d'agir.**

Notre engagement en faveur du plein emploi et pour la mise sur pied d'une garantie pour l'emploi restent au cœur de notre projet progressiste et de notre action politique. En tant que socialistes et démocrates, nous plaçons **le bien-être des personnes et la justice sociale au centre de notre action**, au niveau de l'UE et dans nos



pays, comme l'ont montré les sommets sociaux de Göteborg et de Porto. Nous soutenons par conséquent l'organisation bisannuelle du Forum social à haut niveau de Porto, pour établir un état des lieux du progrès social dans l'UE. Il est temps d'aller de l'avant dans la construction de l'Union sociale et de la santé. Nous devons poursuivre sur la lancée enclenchée en mai 2021 par le sommet de Porto et donner à l'UE les outils nécessaires pour soutenir les systèmes d'aide sociale et de soins de santé. Grâce au socle européen des droits sociaux et aux objectifs sociaux consignés dans son plan d'action, qui a récemment été approuvé, nous ne nous limitons pas seulement à améliorer la vie des personnes aujourd'hui mais nous nous préparons aussi aux changements de demain. C'est pourquoi **les traités doivent inclure un protocole de progrès social**: sans droits sociaux fondamentaux, pas de liberté réelle. Nous restons engagés en faveur de l'objectif de zéro accidents mortels au travail et appelons à l'adoption d'un plan d'action européen pour l'atteindre. **Les critères d'évaluation pour l'attribution des marchés publics doivent promouvoir des normes sociales élevées et les bonnes pratiques en matière de négociation collective.** La lutte contre toutes les formes de pauvreté et la reconstruction de filets sociaux qui protègent les citoyens contre la

souffrance et la privation sont des tâches que nous prenons très au sérieux à cet égard. Compte tenu des taux de pauvreté, qui restent élevés, et du coût de la vie, qui a explosé comme conséquence de l'inflation élevée, **nous plaçons pour l'introduction d'une loi européenne de lutte contre la pauvreté**, qui oblige l'UE et ses États membres à se mobiliser pour l'éradication totale de la pauvreté en Europe d'ici à 2050.

Chaque jour, nous luttons pour des emplois de qualité et durables, pour des conditions de travail décentes, pour des salaires plus élevés, pour un salaire égal à travail de valeur égale, pour des salaires minimaux décents, dans le respect des spécificités nationales, et pour une mobilité équitable des travailleurs. **Nous plaçons pour la transparence salariale et la réévaluation de la valeur socioéconomique de l'emploi** dans les secteurs majoritairement féminins. Nous défendons tous les travailleurs et nous luttons pour garantir que ceux des plateformes jouissent des mêmes droits que les autres. La hausse du télétravail et l'utilisation accrue des technologies de l'information et de la communication ont encore estompé les lignes de démarcation entre le temps de repos et le temps de travail. **Nous défendons le droit des travailleurs à**

la déconnexion. Nous appuyons une réduction du temps de travail pour permettre aux travailleurs de mieux concilier leurs obligations professionnelles et privées. Le chômage est une tragédie humaine à laquelle nous devons nous attaquer, notamment à travers des propositions novatrices comme les territoires zéro chômeur de longue durée. Notre but est d'arriver à une garantie pour l'emploi et au plein emploi en exploitant l'énorme potentiel de la transition écologique et numérique. Les mesures concrètes lancées par nos gouvernements et les bons résultats obtenus parlent d'eux-mêmes. **Notre famille a été l'instigatrice de l'instrument SURE**, qui a permis aux gouvernements de lutter contre les conséquences socioéconomiques de la crise du coronavirus, d'atténuer le chômage et de protéger les citoyens. **Pour prolonger le succès de cette initiative et permettre aux pays de relever les défis urgents d'aujourd'hui et demain**, il est essentiel que SURE devienne un outil permanent. Nous appelons à ce que toutes les écoles, les établissements d'éducation et d'accueil de la petite enfance, les infrastructures de soins de longue durée, les hôpitaux et les autres services publics centrés sur les personnes, comme les soins à domicile, bénéficient d'un financement soutenu et se fondent sur l'inclusion. Nous combattons les inégalités dans la santé et appelons à faire en sorte que tous les Européens aient accès à des soins de santé d'excellence. **Nous avons besoin d'une stratégie européenne pour la santé mentale**, qui contribue à recenser les ressources et les besoins, à lutter contre la stigmatisation et à améliorer les normes et les pratiques dans ce secteur. De même, nous nous battons contre les inégalités au niveau des soins, pour que tous les Européens aient accès à l'aide quotidienne dont ils ont besoin et que l'idée de fournir des soins soit perçue non plus comme une charge mais bien comme une valeur fondamentale. Nous avons fait des générations futures une priorité: **notre famille politique est l'initiatrice de la garantie européenne pour la jeunesse et de la garantie européenne pour l'enfance**. Nous appuyons les générations plus jeunes face aux nombreux défis auxquels elles sont confrontées. Les jeunes partout en Europe ont énormément souffert des conséquences des crises successives que nous avons traversées ces dernières années et qui les ont touchés de manière disproportionnée, leur faisant perdre des opportunités en matière d'éducation, d'emploi et de développement personnel, les soumettant à des pressions financières et à un risque accru de pauvreté et d'exclusion sociale mais aussi à une aggravation de leur santé mentale. Cette année européenne de la jeunesse est pour nous l'occasion de placer leurs besoins au centre de notre action en unissant nos forces avec les Jeunes socialistes européens dans le cadre de notre campagne « Up to Youth », en collaboration avec le Groupe du PSE au Comité des régions, de jeunes représentants politiques locaux et de jeunes militants. **Nous**

continuerons à nous battre pour une éducation gratuite et de qualité à tous les niveaux (notamment en faveur d'un large soutien aux étudiant.e.s confronté.e.s à des difficultés financières ou sociales), pour l'équivalence mutuelle automatique des diplômes, pour la reconnaissance des apprentissages non formels et informels, pour des structures de travail renforcées pour la jeunesse, pour des emplois de qualité avec des salaires décentes et des contrats stables, pour des stages rémunérés, mais aussi pour un accès égal aux soins de santé physique, mentale, sexuelle et reproductive. **Nous nous attachons à défendre la solidarité inter-générationnelle**, en nous assurant de créer des **communautés respectueuses de l'âge de tout un chacun, avec des services de soins abordables pour les personnes de tous âges**, et des retraites justes et favorisant l'égalité entre les genres, en rééquilibrant les désavantages subis par les femmes à travers des mesures telles que les paiements complémentaires pour maternité inspirés de l'exemple de l'Espagne. Nous plaçons en faveur d'environnements de vie et de travail sûrs, de sociétés inclusives où chacun peut apporter sa contribution et s'épanouir sans subir d'oppression, de discrimination ou de violence. **Nous défendons le droit au logement, à travers un plan européen pour un logement abordable qui réforme les règles des aides d'État pour** permettre aux autorités nationales et locales d'investir dans davantage de logements publics. Dans tous ces combats, nous comptons sur le dialogue social et nous soulignons le rôle central des syndicats pour la défense des travailleurs, notamment dans le cadre de la transition vers de nouvelles formes de travail. Les meilleurs outils pour préparer nos sociétés aux imprévus restent des États-providence solides, des services publics bien financés et des travailleurs qui ont accès à de bonnes conditions de vie et à des emplois de qualité.

Tous ces objectifs doivent être sous-tendus par une politique économique forte au service de tous. **Les crises récentes ont montré que nous avons raison d'insister sur le fait que les investissements publics sont la clé d'une économie solide, durable et plus équitable**. Les politiques d'austérité libérales et conservatrices ont dépouillé les infrastructures de santé et de soins de leur résilience, avant même que la pandémie ne se déclare. En outre, tout comme la crise de la COVID-19 l'avait déjà montré, la crise énergétique actuelle confirme que nous devons agir dans l'unité. Nous ne pouvons laisser notre avenir entre les mains du marché, tout comme nous ne pouvons envisager le futur dans l'isolement, en laissant chaque État membre agir de son côté, car nous risquerions une fragmentation dramatique de notre marché intérieur et de nos sociétés. **Pour nous, les aspects économiques ne peuvent prendre le pas sur les questions sociales et sur le bien-être des citoyens – la**

responsabilité économique et la justice sociale vont de pair. La croissance économique n'est pas uniquement quantitative, elle doit être qualitative pour refléter le bien-être. Si nous n'investissons pas dans l'éducation et l'accueil de la petite enfance, dans les soins pour les personnes âgées et les soins de longue durée, dans un secteur de la santé abordable et de qualité, dans la santé mentale et les soins pour toutes et tous, l'égalité ne pourra jamais devenir une réalité dans nos sociétés. Puisque de nombreux défis dépassent les frontières nationales, il nous faut apporter des réponses audacieuses au niveau européen pour investir dans la transition écologique et mettre l'Europe aux commandes de la transition numérique mais aussi pour garantir des bénéfices publics. La prospérité qu'une telle politique générera doit être redistribuée équitablement entre tous les groupes de la société. **Le succès de NextGenerationEU, qui représente le plus grand plan d'investissement que l'Europe ait jamais adopté et dont nous sommes fiers, en est le parfait exemple.** Nous continuons à défendre l'idée d'une stratégie européenne permanente d'investissement à long terme, axée sur **une solidarité européenne réelle** et tenant compte du succès du financement de NextGenerationEU, et d'un budget européen vraiment ambitieux qui suive les principes de la budgétisation favorisant l'égalité entre les sexes et qui permette de répondre aux défis d'aujourd'hui et de demain grâce à un renforcement des ressources propres. Nous appelons à l'approfondissement de l'Union des marchés des capitaux, à l'achèvement de l'Union bancaire pour protéger l'épargne des citoyens et à la réforme des règles fiscales. **Nous appelons à une réforme progressiste du Pacte de stabilité et de croissance,** afin qu'il tienne compte des nouvelles réalités et des besoins actuels et offre aux États membres plus de souplesse mais aussi un sens accru de responsabilité et d'appropriation dans la gestion de leurs dettes. Pour que l'éducation bénéficie du soutien financier nécessaire pour en faire la pierre angulaire d'une double transition équitable, nous réitérons notre appel aux États membres afin qu'ils investissent de manière plus cohérente dans l'éducation. **L'Europe a besoin de soutenir les PME et les initiatives de l'économie sociale** et en même temps, elle doit investir dans des politiques écologiques, numériques et industrielles à grande échelle, qui peuvent améliorer la qualité de vie de tout un chacun et garantir des salaires plus élevés et une prospérité partagée. Les crises récentes ont clairement montré que **nous ne pouvons dépendre entièrement du commerce extérieur pour de nombreux produits stratégiques,** que ce soient les masques médicaux, les puces d'ordinateur et les semi-conducteurs, les batteries de voiture, les fournitures et équipements médicaux, l'énergie, la cybersécurité et l'espace. **L'Europe a besoin d'une stratégie «Fabriqué en Europe» d'ici à 2030.** Dans le contexte actuel, nous devons être prêts à intervenir à travers un cadre européen de sauvetage pour protéger nos industries, nos entreprises et nos PME, qui sont le fondement de notre structure

économique. **Nous devons renforcer notre indépendance stratégique à travers des investissements massifs dans des solutions énergétiques alternatives durables, dans l'innovation et la promotion d'une économie circulaire et verte.** La politique de concurrence devrait être mise au service de ces objectifs. Nous devons investir dans la recherche et le développement dans l'UE et approfondir les marchés des capitaux mais aussi garantir la résilience, l'inclusion et la vision prospective du système bancaire, pour mobiliser davantage d'investissements privés sur le long terme dans la transition écologique et numérique. Nous devons toujours veiller à protéger les PME contre les abus des monopoles et les positions dominantes sur le marché de quelques grands groupes, qui créent une concurrence déloyale dans le marché unique, et adopter en même temps des mesures contre la spéculation destructrice et la sur-financiarisation de l'économie. Nous devons mettre fin à la course vers le bas qui a amené l'UE à externaliser la production de ces biens stratégiques en dehors de son territoire. L'Europe doit également protéger ses entreprises contre les lois et les sanctions extraterritoriales.

Après la crise financière, grâce aux efforts de notre famille politique, nous avons réussi à combler les failles de la réglementation du secteur financier. En temps de crise et de défis transfrontaliers, nous devrions protéger nos acquis tout en nous assurant que nos politiques économiques et financières nous servent à atteindre nos objectifs de justice sociale, de transition écologique, d'égalité des genres et de progrès. Elles ont vocation à construire la résilience et le bien-être et à être mises au service de la justice sociale et de la durabilité. Nous luttons pour des politiques fiscales justes, redistributives et progressistes, pour des politiques budgétaires expansionnistes et pour une gestion de la dette viable à long terme. **Nous luttons pour un secteur financier réglementé, pour une harmonisation accrue des politiques fiscales en vue d'éviter une concurrence néfaste en la matière,** pour la mise en place d'impôts minimaux sur les sociétés dans la lignée de l'accord de l'OCDE/du G20, et pour une transparence financière accrue en vue de lutter contre l'évasion et la fraude fiscale, le blanchiment d'argent et les paradis fiscaux mais aussi pour **avancer vers l'extension du vote à la majorité qualifiée sur des questions fiscales spécifiques.** Nous luttons pour une économie où le pouvoir des grands groupes fait constamment l'objet d'une surveillance et où les entreprises contribuent à la réalisation des objectifs sociaux et écologiques, en particulier à travers des formes mesurables et réglementées de responsabilité sociale des entreprises et des dispositions détaillées sur le devoir de vigilance. Toutes ces mesures sont nécessaires pour financer l'État-providence et garantir l'égalité et la prospérité. Nous ne pouvons permettre que les pressions inflationnistes actuelles deviennent un fardeau pour nos sociétés et leur coût ne devrait pas être partagé

de manière injuste. Notre réponse est et sera toujours la durabilité et la solidarité, jamais l'austérité et la régression. La seule manière d'outiller nos économies pour l'avenir passe par un programme progressiste d'investissements, d'action publique et de justice fiscale. Il sera donc nécessaire d'ajuster les règles en place, notamment autour du semestre européen et de l'organisation de l'économie européenne, pour ouvrir la voie à la transition écologique et numérique. Nous devons incorporer les Objectifs de Développement Durable au semestre européen et transformer celui-ci, devenu désuet, en un moteur de changement qui nous permette de nous engager sur la voie d'une relance durable, sociale et inclusive, adaptée au monde d'aujourd'hui et de demain. Nous avons également besoin d'une PAC forte et durable, et nous devons amender les règles de la concurrence et des aides d'État pour pouvoir bâtir la souveraineté européenne dans des secteurs stratégiques. Nous devons accroître notre résilience et être prêts à affronter de nouvelles crises tout en protégeant les personnes.

CHANGER POUR DES SOCIÉTÉS PLUS DÉMOCRATIQUES

Le renforcement de la démocratie est l'un des combats les plus fondamentaux de l'UE aujourd'hui et nous continuerons à

l'appuyer et à nous mobiliser sur ce front, comme nous l'avons toujours fait. **Tous les citoyens doivent pouvoir intervenir de manière réelle et égale dans la définition de notre avenir collectif. Nous défendons des sociétés ouvertes, inclusives, féministes, intersectionnelles, diverses, favorisant la cohésion sociale et exemptes de toutes formes de discrimination**, que ce soit sur la base du genre, de l'orientation sexuelle, de la nationalité, de l'origine ethnique, de l'âge, du handicap ou d'une interaction de ces différents aspects. Nous voulons des sociétés où les institutions démocratiques jouissent de la confiance des citoyens et où l'égalité des chances, la prospérité et la sécurité de tous sont garanties, sans porter préjudice aux droits individuels. Nous prenons fait et cause pour la société civile et plaçons pour son implication dans la définition de l'avenir de notre société. Les gouvernements nationaux populistes ont menacé l'État de droit dans l'UE. **L'État de droit est au cœur de la démocratie européenne ; nous continuerons à le protéger comme nous l'avons toujours fait par le passé, en appuyant le mécanisme de conditionnalité qui lie les financements européens au respect de ces valeurs fondamentales.** Nous voulons construire une Union plus démocratique, capable d'utiliser tous les outils à sa disposition pour agir effectivement contre les États membres qui menacent l'État de droit, en renforçant le rôle du Parlement européen et en dotant la Commission



européenne de nouveaux instruments efficaces pour protéger nos valeurs fondamentales.

La transition numérique a des conséquences réelles et complexes, pratiquement à tous les niveaux de notre société. Elle crée aussi une nouvelle dynamique et de nouvelles réalités partout dans le monde. L'UE peut et doit être le chef de file de la promotion de la révolution numérique, dans la lignée de nos valeurs et de nos principes fondamentaux, sans que personne ni aucun territoire ne soient laissés pour compte. Nous voulons encourager non seulement des investissements dans les infrastructures numériques européennes et dans les projets de recherche, de développement et d'innovation européens, mais aussi dans une sphère numérique où la protection de la vie privée, la sûreté des enfants et la liberté, le pluralisme et l'indépendance des médias sont garantis. Nous voulons un monde où l'intelligence artificielle est centrée sur l'humain et est mise au service des sociétés et des citoyens, sans que son développement ne reproduise ni n'exacerbe les stéréotypes et préjugés existants. La législation sur les marchés numériques permettra de contrôler le pouvoir des grandes plates-formes technologiques qui fournissent des services essentiels pour le fonctionnement de la société, à travers l'établissement de conditions de marché justes. Elle assurera aux citoyens un vrai choix de services numériques et protégera leurs droits, en interdisant, par exemple, les pratiques dites des « dark patterns » ou des « pièges à utilisateurs », ou en introduisant des amendes dissuasives. Tandis que nous entrons dans une nouvelle ère numérique, nous voulons un espace numérique sûr où chacun est pleinement protégé face à la cybercriminalité, y compris les femmes, les enfants, les personnes âgées, les journalistes et les lanceurs d'alerte, et où la sécurité en ligne est en même temps pleinement alignée sur la protection de nos droits fondamentaux. Nous devons faire en sorte que les plateformes des réseaux sociaux soient adéquatement réglementées et que le droit à y accéder soit garanti pour toutes et tous ; en même temps, il s'agira de préserver les procédés alternatifs non numériques, pour garantir que les services de base et essentiels restent accessibles à toutes et à tous, notamment aux seniors et aux personnes handicapées. **Pour combler la brèche numérique, nous devons investir pour faire en sorte que chacun ait les moyens et les connaissances nécessaires pour utiliser les services numériques**, tout en continuant à protéger et à valoriser l'interaction sociale humaine, qui a toute son importance dans une société forte et égale. Nous voulons promouvoir la cohésion numérique dans un monde en changement, conscients du fait que l'accès à des infrastructures numériques décentes constitue, lui aussi, un droit fondamental.

Nous voulons promouvoir la démocratie et une citoyenneté active à tous les niveaux, des élections locales et régionales aux élections nationales et européennes. Avec la Conférence sur l'avenir de l'Europe, l'UE s'est lancée dans une vaste consultation de ses citoyens. Cet exercice a marqué le début d'une transformation centrée

sur les citoyens. **Les nouvelles réalités géopolitiques font de la perspective d'une UE élargie, plus unie et plus forte une nécessité. Pour y parvenir, il faudra apporter des changements qui permettront d'améliorer le fonctionnement de l'UE, notamment à travers une extension de la règle de la majorité à certains domaines, et par le biais aussi d'un rôle renforcé du Parlement européen, dans la perspective d'avancer vers un droit d'initiative.**

Nous devons par conséquent ouvrir un débat à ce sujet et évaluer si les traités et le fonctionnement de nos institutions demeurent adaptés ou si des changements s'imposent, et si oui, lesquels, pour arriver à une véritable souveraineté européenne, promouvoir la justice sociale et nos valeurs européennes, rendre l'Europe plus durable et plus égalitaire et promouvoir son rôle dans le monde ; cet exercice pourrait s'articuler autour de l'ouverture d'une Convention, qui devrait chercher à mobiliser le soutien nécessaire et pourrait mener à un changement des traités. **Il est temps d'engager un vrai débat sur la modernisation de l'architecture et des processus décisionnels de l'Union**, pour renforcer la démocratie, la justice sociale et la capacité de l'UE et de ses États membres à prospérer dans le monde. Cela étant, nous voulons aussi protéger et promouvoir **l'accord de Schengen, qui est l'une des plus grandes réalisations de l'Union européenne, et faire en sorte que la Roumanie, la Bulgarie et la Croatie puissent s'y joindre sans délai.** La guerre a clairement montré que l'Europe doit disposer des outils nécessaires pour lui permettre d'agir rapidement, avec fermeté et transparence, avec une transition graduelle vers des processus décisionnels plus efficaces, notamment en passant au vote à la majorité dans certains domaines relevant de politique étrangère et de sécurité commune. Nous sommes fiers du changement positif que nous avons réussi à introduire au cours de cette législature européenne, à travers nos commissaires, nos représentants élus au Groupe S&D, et nos gouvernements au Conseil. Face à tous les problèmes que nous avons rencontrés au cours de ces dernières années, les socialistes et les démocrates ont toujours répondu à l'appel s'agissant de prendre des décisions qui placent les citoyens en premier. Nous sommes prêts à poursuivre ce travail et à nous engager dans une **campagne dynamique pour les prochaines élections européennes avec un.e Spitzenkandidat.In, à rouvrir aussi la discussion pour des listes européennes transnationales** qui garantissent une représentation équitable de tous les 27 États membres, en vue de mieux représenter les citoyens européens, à devenir le plus grand groupe politique au Parlement européen et à nommer un.e Président.e progressiste à la tête de la Commission, ainsi que d'autres progressistes aux postes de leadership des institutions européennes.

Il n'est point de réelle démocratie sans une réelle égalité des sexes. La lutte féministe est au cœur de notre mouvement politique et nous sommes fiers que la Stratégie européenne en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et la Stratégie européenne en matière de soins découlent de propositions émanant de notre famille politique ; nous sommes également fiers d'avoir



FAIRE
PREUVE DE
COURAGE
POUR L'EUROPE

PES
SOCIALISTS &
DEMOCRATS

défendu la proposition de directive relative à la présence des femmes dans les conseils d'administration et **nous nous mobilisons pour arriver à l'adoption d'une directive sur la transparence des rémunérations**. Nous continuons à nous battre pour une démocratie paritaire, avec une représentation et une participation égales et significatives à tous les niveaux de la prise de décisions économiques et politiques, notamment à travers l'établissement d'une instance formelle du Conseil sur l'égalité des genres, la diversité et la lutte contre la discrimination. Les femmes doivent faire partie intégrante de toutes les solutions, surtout en temps de crise, et elles doivent avoir leur place à la table des négociations. C'est pourquoi nous demandons également une politique extérieure féministe. Nous nous érigeons contre les structures patriarcales qui perpétuent les stéréotypes et les préjugés de genre et plaidons pour **l'éradication de toutes les formes de violence sexospécifique, notamment à travers la Directive sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, et la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul**. Nous continuons à exiger la réalisation des objectifs fixés par la Stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025 et à réclamer que la violence sexospécifique soit ajoutée à la liste des formes graves de criminalité de l'UE. L'Europe que nous voulons construire est une Europe où toute personne doit pouvoir jouir pleinement de sa sexualité et de ses **droits à la santé reproductive sans craindre l'exploitation sexuelle, en bénéficiant du droit à une éducation sexuelle et relationnelle, d'un accès légal, sûr et abordable à la contraception, à l'avortement et aux soins y afférents ainsi qu'aux produits d'hygiène menstruelle pour mettre fin à la pauvreté liée aux menstruations**. Compte tenu de la régression croissante du droit

des femmes à choisir, nous rejoignons l'appel lancé par le Parlement européen pour inclure le droit à l'avortement dans la Charte européenne des droits fondamentaux. De même, la discrimination basée sur l'orientation ou l'identité sexuelle n'a pas de place dans une société démocratique. Nous continuerons à lutter pour les pleins droits de la communauté LGBTI. Nous sommes en faveur d'une économie féministe, d'un système d'égalité qui fonctionne tant pour les femmes que pour les hommes et qui place les personnes au-dessus du profit. Nous avons besoin d'un Pacte solide sur les soins en Europe, appuyée sur la stratégie européenne en matière de soins, qui soit ancré dans les principes progressistes, qui reconnaisse les soins comme un droit et les institue comme la clé de voûte de notre société. Cette économie des soins doit impérativement nous servir à pallier la féminisation aiguë du secteur des soins informels. Le pacte devrait viser à établir un équilibre juste entre travail et vie privée pour toutes et tous, et à éradiquer les écarts des salaires et des retraites basés sur le genre. Il doit également reconnaître la centralité des soins dans la vie de chacun en garantissant des infrastructures durables et de qualité ainsi que des services publics accessibles à toutes et tous. Sans soins, il ne peut y avoir d'économie, de société, de politique et de culture. Une Europe féministe passe également par des initiatives allant dans le sens d'une relance qui tienne compte de l'aspect du genre, par une budgétisation favorisant l'égalité hommes-femmes à tous les niveaux de gouvernement et par une intégration transversale de la dimension du genre dans toutes les politiques, y compris la transition numérique et écologique. Enfin, une Europe féministe tient compte des conséquences différentes que les crises peuvent avoir selon qu'on soit un homme ou une femme.

IV.

UNE DYNAMIQUE EUROPÉENNE POUR NOTRE AVENIR COMMUN

Tout au long de notre histoire, nous n'avons jamais hésité à amorcer les changements nécessaires pour faire de nos idéaux une réalité. Contrairement aux autres forces politiques, nous ne jouons pas sur les peurs. Nous ne laissons pas non plus le destin et le bien-être des citoyens entre les mains du marché. **Le PSE est le parti des solutions et des réformes progressistes, le moteur de changements positifs d'accompagnement des citoyens.** Les fondements sur lesquels nous construisons notre action sont les principes sur lesquels repose notre mouvement politique : la solidarité, les politiques sociales, la durabilité, le bien-être, le féminisme, la démocratie et la justice. **Un des rôles centraux de la politique est d'encadrer le changement, de le planifier et d'agir en conséquence pour s'assurer que ce changement profite à toutes et à tous.** Telle est notre position en tant que socialistes et démocrates.

Une dynamique européenne s'est engagée en faveur d'une Europe forte, qui réponde aux besoins de tous ses citoyens. La Conférence sur l'avenir de l'Europe a ouvert un débat sur l'avenir de notre Union. Nous sommes prêts à être la figure de proue des discussions sur ces sujets mais aussi sur les défis mondiaux, pour promouvoir notre vision d'une **UE toujours plus sociale, plus démocratique, plus féministe, plus durable et plus proche de ses citoyens.** Nous devons nous assurer que dans ce processus, l'UE dispose de tous les pouvoirs et outils nécessaires pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain.

Ensemble, en tant que membres du PSE, nous avons construit un parti véritablement européen, basé sur nos valeurs partagées et qui vaut plus que la somme de ses composantes. Au PSE, **nous avons créé un espace européen d'échange pour la social-démocratie, qui réunit nos partis au gouvernement et dans l'opposition, nos parlementaires, nos commissaires, nos ministres et nos chefs d'État et de gouvernement, nos représentants locaux et régionaux, nos amis des syndicats et de la société civile et tou.te.s les militant.e.s qui travaillent partout en Europe pour défendre les valeurs sociales-démocrates.** S'il est une chose que la pandémie et la guerre nous ont montré cette année, c'est que l'unité, la coordination et la solidarité au sein de notre famille nous ont rendu plus forts et plus à même de faire aboutir nos projets pour améliorer la vie des citoyens européens. Les citoyens ont confiance en nous parce que nous leur proposons un programme progressiste et européen, fondé non pas sur les fausses promesses des populistes mais bien sur des solutions concrètes et sur l'espoir. En tant que première force progressiste en Europe, notre famille politique doit se mobiliser, ensemble avec les autres forces progressistes, sociales et écologiques, avec nos partenaires, avec nos militants, avec les

syndicats, avec la société civile et les citoyens, pour amorcer le changement sous une perspective pro-européenne. Nous avons été capables de mettre en œuvre nos politiques grâce aux nombreux succès électoraux que nous avons remportés au niveau local, régional et européen. **Nous construisons un présent et un avenir meilleurs pour toutes et tous en Europe.** Nous continuerons à renforcer la social-démocratie aux quatre coins de notre continent, dans le même esprit de collaboration et de militantisme.

Les temps sont durs, c'est pourquoi nous devons agir pour protéger et outiller tous les Européen.ne.s. Nous continuerons ce travail positif durant le restant de cette législature européenne, en accompagnant tous les citoyens européens pour qu'ils puissent faire face aux différents défis auxquels nous sommes confrontés. Ensemble et unis, **nous préparons la campagne pour les prochaines élections européennes en 2024, en vue de devenir la première force politique en Europe. Pour garantir plus de protection, plus de respect et plus d'égalité aux citoyens, dans une Europe plus sociale, plus durable et plus juste.**







PES

SOCIALISTS &
DEMOCRATS



Austria SPÖ



Belgium PS



Belgium Vooruit



Bulgaria BSP



Croatia SDP



Cyprus EDEK



Czech Republic
ČSSD



Denmark SD



Estonia SDE



Finland SDP



France PS



Germany SPD



Greece PASOK



Hungary MSZP



Ireland Labour



Italy PD



Italy PSI



Latvia Saskaņa



Lithuania LSDP



Luxembourg
LSAP



Malta Labour



Netherlands
PvdA



N. Ireland SDLP



Norway LP



Poland UNIA
PRACY



Poland SLD



Portugal PS



Romania PSD



Slovakia SMER



Slovenia SD



Spain PSOE



Sweden SAP



UK Labour

Party of European Socialists (PES)

10-12 Rue Guimard

1040 Brussels

Belgium

T +32 2 548 90 80

info@pes.eu

Cette publication a reçu le soutien financier du Parlement européen. L'auteur est seul responsable et le Parlement européen n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.

Berlin, 14-15 octobre 2022

AISBL-BBCE-N 0897.208-032